main-d'oeuvre du secteur manufacturier travaille dans des entreprises de moins de 50 employés. De plus, seulement le tiers de tous les travailleurs japonais occupent un « emploi à vie », une pratique que l'on trouve uniquement dans les grandes sociétés. Celles-ci comptent de plus en plus sur les réseaux de filiales (plutôt que sur les conglomérats) pour élargir leurs activités¹⁰.

Le *keiretsu* s'est révélé une structure organisationnelle efficace qui incite les fournisseurs à conserver leur efficacité et leur souplesse et à exceller dans le transfert d'information entre les agents économiques de l'entité¹¹. Dans un marché concurrentiel, où les marchés intérieurs japonais ne sont pas « faussés » par des restrictions commerciales ou par des règlements ou des pratiques discriminatoires ou restrictifs, le *keiretsu* n'aura pas forcément pour effet de réduire la concurrence, tandis que dans un marché non concurrentiel, caractérisé par des rentes économiques, le *keiretsu* donnera lieu à des pratiques collusoires. De nombreux observateurs concluent que l'existence des *keiretsu* peut compliquer la tâche des entreprises étrangères (y compris les entreprises des autres pays de l'Asie du Nord) qui cherchent à pénétrer les marchés japonais¹².

2.2 Corée

La Corée du Sud (ou Corée) est un pays densément peuplé qui possède peu de richesses naturelles et dont la sécurité est constamment menacée par la présence, au nord, de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Néanmoins, au cours des trente dernières années, la Corée a connu une progression économique remarquable, quittant les rangs des pays les plus pauvres d'Asie pour arriver à un point où elle est presque une économie pleinement industrialisée. Dans les dernières années, la Corée a connu une activité économique impressionnante, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de près de 9 % pour la période 1980-1993¹³.

La première étape du développement économique de la Corée a débuté après la prise du pouvoir par la junte militaire du général Park Chung Hee, en 1961. Au bout de quelques années de piètres résultats économiques, le gouvernement Park a modifié

¹⁰ I. Prakash Sharma, ibid.

¹¹ Pour un exposé détaillé sur la formule du *keiretsu* et ses conséquences commerciales pour les entreprises étrangères, voir James McCormack, « Établissements financiers et entreprises : une relation à la japonaise », ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, document du Groupe des politiques n° 94/16, juin 1994.

Par exemple, voir I. Prakash Sharma, ibid., p. 26.

¹³ Banque mondiale, World Tables 1994, Washington, 1994.